

<https://www.aefinfo.fr/depeche/709080>

Cécile Olivier

4 min read

Laïcité : Gabriel Attal veut instaurer des cellules d'appui pédagogiques pour les enseignants demandeurs

La laïcité est "aujourd'hui plus que jamais menacée" à l'école, estime le Premier ministre, dans un entretien à l'*AFP* le 13 mars 2024. Gabriel Attal promet la mise en place de "cellules d'appui pédagogiques" pour aider les professeurs confrontés à des "résistances, voire des contestations" de leurs enseignements. Ces cellules seront destinées aux "enseignants qui en émettent le souhait ou qui font état du besoin" et seront "joignables directement par les professeurs qui appréhendent une séquence d'enseignement".



Gabriel Attal s'inquiète d'une "augmentation du nombre de signalements pour contestation d'enseignement". JBVNews

À la veille de l'anniversaire des 20 ans de la loi de 2004 contre le port de tenues ou de signes religieux ostentatoires à l'école, le Premier ministre considère, dans un entretien à l'*AFP* le 13 mars 2024, que "la laïcité est menacée". "Elle l'est probablement aujourd'hui plus que jamais. Elle a ses ennemis, ils sont politiques, religieux. Mais elle a aussi ses défenseurs : nos professeurs, nos fonctionnaires, nos forces de l'ordre", déclare le chef du gouvernement.

"Ce qui m'inquiète le plus aujourd'hui, c'est qu'on assiste à une augmentation du nombre de signalements pour contestation d'enseignement. J'y vois à la fois le signe que les ennemis de la laïcité sont toujours présents et cherchent à infiltrer l'école et à l'affaiblir", mais aussi "le signe qu'une parole se libère" chez les enseignants, estime Gabriel Attal.

Selon une enquête de mars 2023 lancée par le SNPDEN, 26 % des personnels de direction ont constaté "des contestations des contenus d'enseignement au nom d'une vérité religieuse" ([lire sur AEF info](#)).

trois solutions seront proposées à l'enseignant

Contre ce phénomène, Gabriel Attal promet la mise en place de "cellules d'appui pédagogique" pour les enseignants qui le souhaitent, "joignables directement par les professeurs qui appréhendent une séquence d'enseignement, qui font face à des résistances, voire des contestations de leurs enseignements".

Il s'agira "d'un contact au niveau du rectorat qui puisse leur proposer trois grandes solutions : un accompagnement pédagogique avec des professeurs référents qui peuvent leur donner des conseils pour aborder certaines séquences du programme ; une présence physique d'un personnel non enseignant au sein de la classe ; ou la présence physique d'un personnel formé, faisant partie par exemple des équipes académiques 'valeurs de la République'".

Gabriel Attal, qui a interdit, quand il était ministre de l'Éducation nationale, le port de l'abaya et le qamis, des tenues traditionnelles, se félicite "qu'aujourd'hui, les signalements pour port de signes et de tenues religieuses sont au plus bas". "C'est une victoire sans précédent pour la laïcité depuis 2004", a-t-il dit.

Selon les chiffres publiés en décembre dernier par le ministère de l'Éducation nationale, le nombre d'atteintes à la laïcité dans les établissements scolaires a largement augmenté en septembre et en octobre (1 034 signalements) par rapport à la fin d'année scolaire 2022-2023, avant de diminuer fortement en novembre (66 signalements) ([lire sur AEF info](#)).

sécurité : 150 établissements "préoccupants"

Interrogé sur le niveau de sécurité des établissements scolaires à la suite de l'attentat d'Arras ([lire sur AEF info](#)), Gabriel Attal indique que "près de 150 établissements ont déjà été sécurisés, en cinq mois".

Le chef du gouvernement évoque aussi d'autres types d'établissements scolaires, comme à Nîmes ([lire sur AEF info](#)), qui "se situent dans des îlots de délinquance et d'insécurité". "Il y a autour de 150 établissements qui nous préoccupent particulièrement. Là, il faut avoir une action spécifique. Il faut mettre ces établissements totalement à l'abri du deal et des gangs", estime Gabriel Attal.

Pour avoir une "action transversale", le Premier ministre réunira les ministres de l'Intérieur, de la Justice, de l'Éducation et des Collectivités territoriales pour "lancer une démarche qui doit être à la fois sécuritaire, éducative, judiciaire, d'ensemble".

Generated with Reader Mode